

MARDI 10 JUIN 2025 CONFERENCE DEBAT

"Cotisations, Sécurité sociale, ... Bastions à défendre ou vestiges à abattre ?"



C'est l'un des sujets chauds du moment, budget de la Sécu, cotisations salariales/patronales, « charges », dette publique, compétitivité, pouvoir d'achat, pour tout comprendre et éclairer les choix politiques passés et à venir, rejoignez-nous pour une causerie citoyenne éclairée par des spécialistes de ces questions.

Contact : challesterrescitoyennes@gmail.com

Imprimé par nos soins,
ne pas jeter sur la voie publique

Au Programme

Conférence

La sécurité sociale, le PIB, la répartition capital/travail

L'état des lieux

Débat

19H30-21H30

**Salle PONCET
à Challes-Les-Eaux**

Co Organisé par les associations

**Challes Terres
Citoyennes
& Emanciper**



<http://emanciper.org>



Groupe Local
Les 2 Savoie

<http://reseau-salariat.info>

emanciper@riseup.net

<http://emanciper.org>

Facebook: @emanciper

Mattermost:

https://discussion.emanciper.org/signup_user_complete/?id=q6wdgpfiibgbbftpu8d53mpw_mh&md=link&sbr=sa

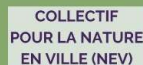
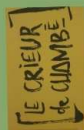


DÉMOCRATIE RÉELLE & SALAIRE À VIE

Emanciper est une association qui a pour objet la réflexion et l'action, en vue de libérer les individus, les groupes et la société des formes les plus prégnantes de domination.

Notre association vise à faire avancer la **démocratie réelle** à tous les niveaux et à faire progresser l'idée et la pratique du **Salaire à vie**.

Nos partenaires :



EMANCIPER propose des ateliers, conférences, discussions sur :

Le Salaire à Vie :

Conceptualisé par l'économiste B. Friot et le **RESEAU SALARIAT**. Nous expliquons les principes émancipateurs de la Sécurité Sociale de 1946, notamment son financement : **la cotisation sociale**. Nous abordons ses applications concrètes, par exemple la **Sécurité Sociale de l'Alimentation**.

Désintoxication de la langue de bois :

Les mots nous permettent de penser le monde et d'agir dessus. La corruption du langage entraîne celle des esprits.

" Pour ne pas penser à l'envers,
remettre les mots à l'endroit "

Sommes-nous en démocratie ?

La démocratie, c'est le gouvernement par nous-mêmes, l'autogestion et le vote des décisions par les citoyens. Nous déconstruisons ce mot en sortant de **l'opposition binaire entre régimes dictatoriaux et "démocraties" occidentales**.

" En France, on ne vote jamais,
on se contente d'élire "

Demandez le journal !
Téléchargez-le sur internet

LE JOURNAL D'EMANCIPER

Démocratie réelle et salaire à vie anti-capitalisme

Edito: il n'y a pas de crise sanitaire Par Fabrice
Au même titre qu'il n'y a pas de catastrophe naturelle, il n'y a pas de crise sanitaire. Je m'explique.
Dans les catastrophes et épidémies sur les catastrophes, les épidémies persistent plus de 30 ans, il est établi qu'un risque n'est pas le simple existence d'un agent (une bactérie, un virus, une toxine, un virus), mais toujours la rencontre d'un agent et d'un enjeu vulnérable (une famille, une ville, une société, etc.) Il n'y a V. On peut attendre que la vulnérabilité, et donc le risque, soit éliminée par les capacités à se préparer et faire face à l'événement. Il n'y a V.C. Quant à la catastrophe, elle n'est que la réalisation, la concrétisation du risque. La crise est le moment de cette réalisation. C'est pourquoi les chercheurs ont depuis les années 1980-90 favorisé leur vocabulaire l'expression "catastrophe salariale" qui met l'accent sur le risque, et non la catastrophe, qui est sociale, produit de l'existence d'enjeux exposés et de leur vulnérabilité.

SOMMAIRE	
Edito	PAGES 1-3
Actu sociale	PAGES 4-5
Emanciper et le droit	PAGES 6-8
Démocratie réelle et salaire à vie	PAGES 9-10
Terrains des enfants	PAGE 11
Emanciper et le droit	PAGE 11
Éditorial	PAGE 12-13
Créations, démocratiser	

Contactez-nous :

<http://emanciper.org>

emanciper@riseup.net

discord : Emanciper

[facebook.com/groups/emanciper](https://www.facebook.com/groups/emanciper)

CONTENU

1. DE LA FICHE DE PAIE AU BUDGET DE LA SÉCU

- 1.1. Exemple d'une fiche de paie
- 1.2. Le budget de la sécu
- 1.3. Ressources de la protection sociale
- 1.4. La sécu ce n'est pas l'Etat

2. LA COTISATION, COMMENT ÇA MARCHE?

- 2.1. J'ai cotisé, j'ai droit: ça marche vraiment comme ça?
- 2.2. Impôts vs. cotisations
- 2.3. La cotisation peut financer les salaires et l'investissement

3. DE LA VALEUR AJOUTÉE AU PARTAGE SALAIRES / PROFIT

- 3.1. Exemple de la VA d'une baguette
- 3.2. La valeur ajoutée au niveau national
- 3.3. LE PIB: répartition salaires/profits

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES: TOUT NE VA PAS MAL

1. DE LA FICHE DE PAIE AU BUDGET DE LA SÉCU

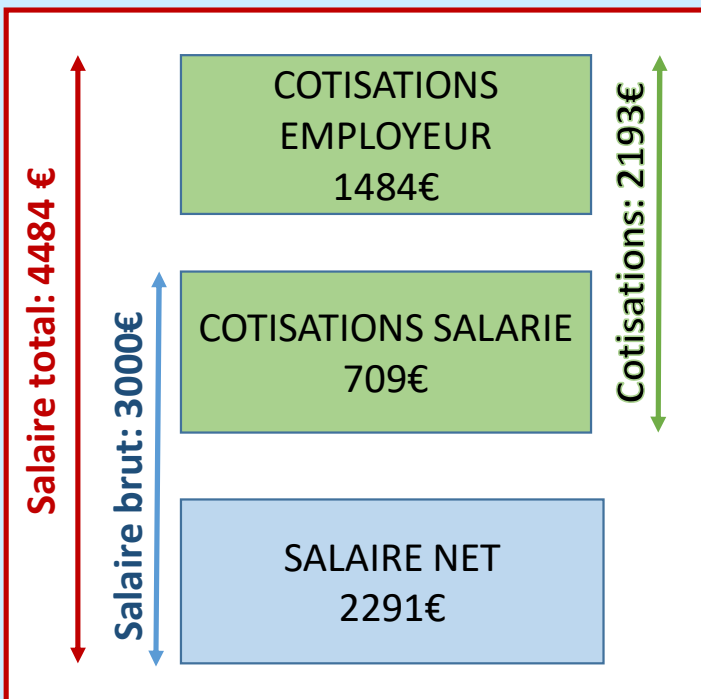
1.1. Exemple d'une fiche de paie 2023 à 3000 euros brut

Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	151,67	19,7798	3 000,00		
Retenue pour absence					
Avantage en nature					
Heures complémentaires non majorées					
Heures complémentaires majorées de 10%					
Heures complémentaires majorées de 25%					
Heures taux normal					
Heures supplémentaires majorées de 25%	0,00	24,725	0,00		
Heures supplémentaires majorées de 50%		29,67	0,00		
Indemnité de congés payés					
Complément employeur					
Déduction IJSS					
Primes					
Salaire brut			3 000,00		
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	Part employeur
SANTE					
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	3000,00			7,000%	210,00
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès	3000,00			6,000%	180,00
Mutuelle santé obligatoire	3666,00	1,500%	54,99	1,500%	54,99
Accidents du travail-maladie professionnelle					
Accidents du travail	3000,00			7,300%	219,00
Retraite					
Assurance Vieillesse dépla fonnée	3000,00	0,400%	12,00	1,900%	57,00
Assurance Vieillesse plafonnée	3000,00	6,900%	207,00	8,550%	256,50
Retraite Complémentaire T1	3000,00	3,150%	94,50	4,720%	141,60
Retraite Complémentaire T2	0,00	8,640%	0,00	12,950%	
Contribution d'équilibre général T1	3000,00	0,860%	25,80	1,290%	38,70
Contribution d'équilibre général T2	0,00	1,080%	0,00	1,620%	
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	3000,00	0,140%	4,20	0,210%	6,30
Allocations familiales					
Allocations familiales - taux réduit	3000,00			3,450%	103,50
Assurance chômage					
Contribution Assurance chômage	3000,00			4,050%	121,50
Cotisations AGS	3000,00			0,150%	4,50
Autres contributions dues par l'employeur					
Contribution solidarité autonomie	3000,00			0,300%	9,00
Contribution au dialogue social	3000,00			0,016%	0,48
Taxe d'apprentissage et CDA	3000,00			0,680%	20,40
Cotisations statutaires ou prévues par la convention collective					
CSG déductible de l'impôt sur le revenu					
CSG déductible	3047,49	6,800%	207,23		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu					
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	3047,49	2,400%	73,14		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	3047,49	0,500%	15,24		
Prévoyance complémentaire Non cadre	3000,00	0,500%	15,00	1,500%	45,00
Formation professionnelle	3000,00			0,550%	16,50
Allègement de cotisations					
Réduction Générale				100,000%	
Déduction TEPA sur les heures supplémentaires	0,00			-1,50 €	0,00
Réduction cotisations sal. HS / HC	0,00	11,310%	0,00		
Total cotisations et contributions			709,10		1 484,97
Salaire net			2 290,91		
Indemnité de licenciement			0,00		
Déduction Avantage en nature			0,00		
Déduction Acompte versé					
Déduction Avance versée					
Saisie sur arrêt					
Versement transport 50%					
Remboursement frais professionnels					
Remboursement Indemnités kilométriques					
IJSS nettes					
NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU			2 290,91		
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et r</i>					42,69

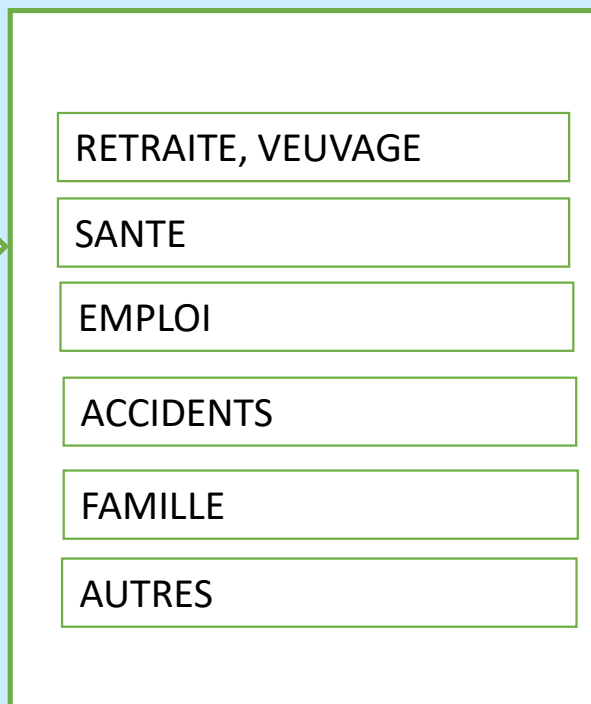
1. DE LA FICHE DE PAIE AU BUDGET DE LA SÉCU

Exemple fiche de paie 2023 à 3000 euros brut

SALAIRE (€)

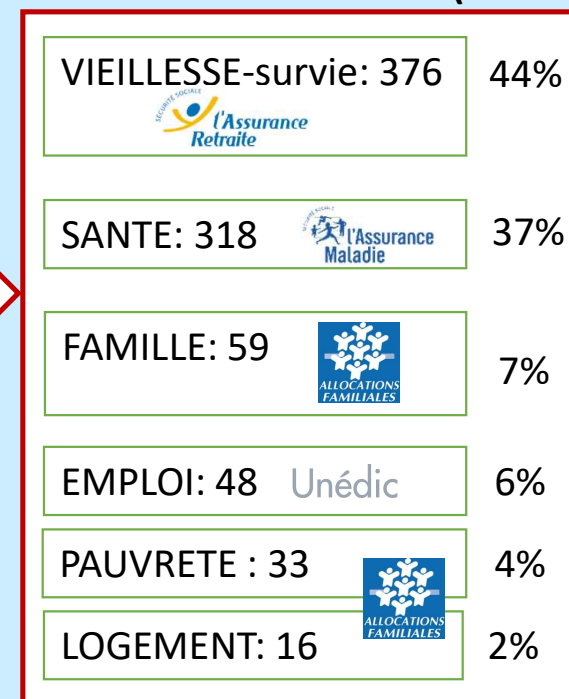


COTISATIONS (€)



1. DE LA FICHE DE PAIE AU BUDGET DE LA SÉCU 1.1. Fiche de paie à 3000 euros

NIVEAU NATIONAL: SECU – CHIFFRES 2022 (Mds €)



**NB: dépenses de l'Etat 2022: 477 Mds soit 18% PIB
Recettes de l'Etat: 317 mds, soit un déficit de 160 mds**

**TOTAL SECU : 849 Mds, soit
32% du PIB (2639 Mds€)**






Source budget de l'Etat 2022:

https://www.budget.gouv.fr/files/files/comptes%20Etat/Comptes%20Etat%202022/CGE_2022_0.pdf

Source PIB 2022: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7623591>

BRANCHES ET GESTION

Les prestations de protection sociale en France en 2022

	2022
Santé	317,7
MALADIE:  CNAMTS	264,0
Invalidité	47,1
ACC. DU TRAVAIL: CNAMTS	6,6
Vieillesse-survie	375,6
RETRAITE: CNAV 	335,1
Vieillesse	40,5
Survie	
Famille	59,1
FAMILLE: CNAF 	
Emploi	47,8
ASSURANCE CHÔMAGE: UNEDIC 	41,1
Chômage	6,8
Insertion et réinsertion professionnelles	
Logement	15,6
FAMILLE: CNAF 	
Pauvreté et exclusion sociale	33,1
Ensemble des prestations	848,9

1. DE LA FICHE DE PAIE AU BUDGET DE LA SÉCU

1.2. Le budget de la sécu - dépenses

Source: *La protection sociale en France et en Europe en 2022. Résultats des comptes de la protection sociale. Édition 2023.*

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2024-02/PTROTSOC23MAJ130224.pdf>

Pensions de réversion

Allocations, prestations garde d'enfants, aide sociale à l'enfance, congés maternité...

Aide personnalisée au logement (APL), allocation de logement familiale (ALF) et allocation de logement sociale (ALS).

RSA, CCAS, aides et primes diverses

Recettes: branche recouvrement (ACOSS/URSSAF)

+ frais divers financiers et non financiers: 64 milliards. TOTAL DEPENSES PROTECTION SOCIALE 2022: 913 mds

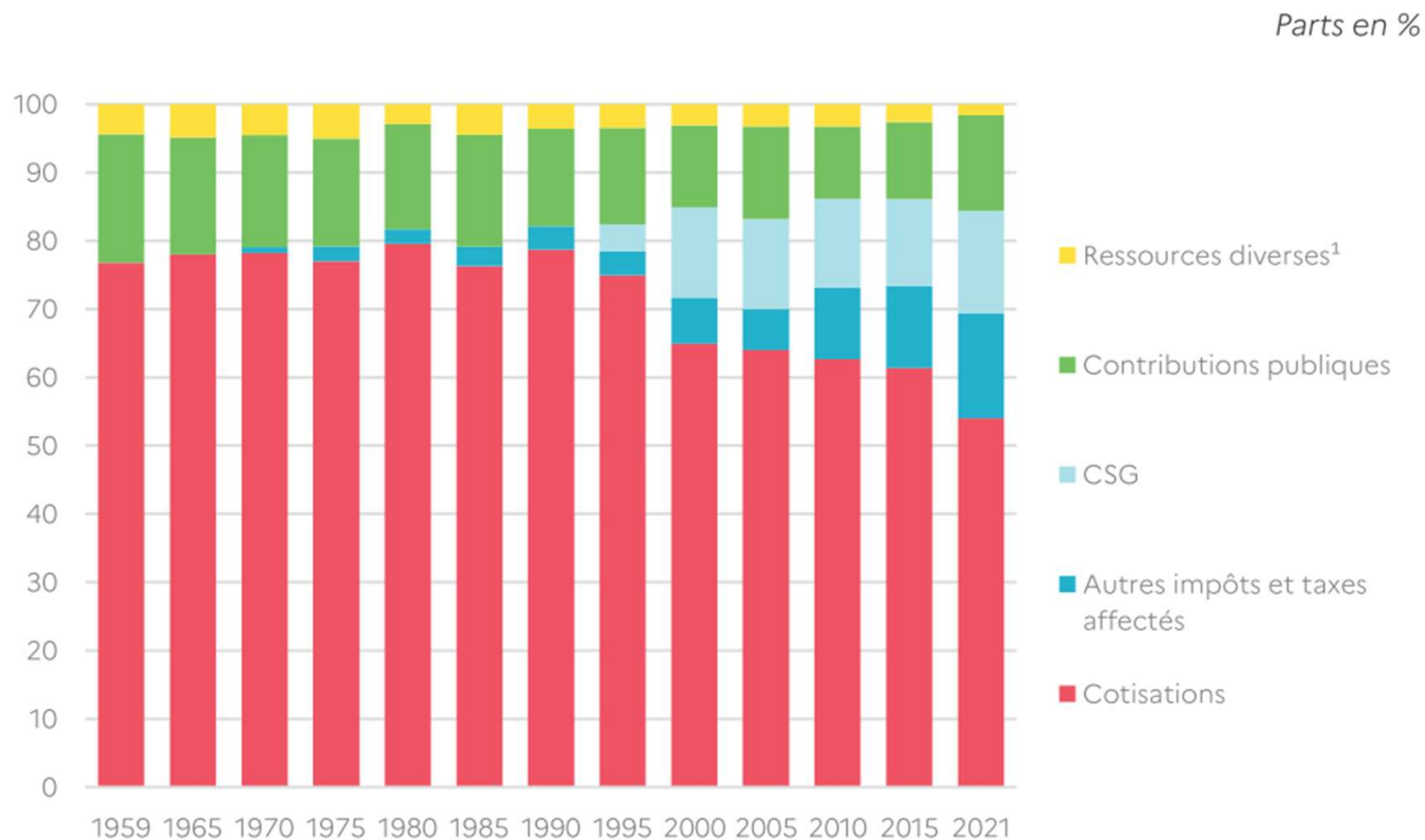
1.3 Ressources de la protection sociale 2022

Ressources	Montants (milliards)	%
Cotisations	493	54
Impôts et taxes affectés (ITAF)	279	31
Dont CSG	142	16
Dont TVA	57	6
Impôts sur le revenu (hors CSG, comme la CRDS), impôt sur les produits, impôts sur les salaires et la main d'œuvre, impôts sur la production	25	2
Contributions publiques: budget de l'Etat	116	13
TOTAL	913	100

Source: *La protection sociale en France et en Europe en 2022. Résultats des comptes de la protection sociale. Édition 2023.*

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2024-02/PTROTSOC23MAJ130224.pdf>

Graphique 2 Répartition des ressources de la protection sociale par type de prélèvement



Source: *La protection sociale en France et en Europe en 2021. Résultats des comptes de la protection sociale. Édition 2022.*

<https://www.drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-documents-de-referance-communique-de-presse/panoramas-de-la-drees/la-protection>

1.4. La sécu ce n'est pas l'Etat, mais au départ la « démocratie sociale », ou « la sociale »

- **Sécu = droit privé**
 - Caisses = organismes de droit privé avec mission de service public
 - CA: salariés et patrons
 - 165 000 salariés des 350 organismes de sécu: pas fonctionnaires, droit privé. Dépendent des conventions collectives.

Voir <https://www.securite-sociale.fr/dossiers/les-agents-de-la-securite-sociale-sontils-fonctionnaires>

- **Au départ, un système créé par le mouvement social, géré par les syndicats ouvriers en arrachant un financement par prélèvement sur les entreprises (cotisation).**
 - 1947-1967: élections des directeurs de caisse par les syndicats (3/4 ouvriers, 1/4 patronaux) dans les entreprises,
 - puis en mairie (1950),
 - puis nomination par l'Etat.
 - 1967, ordonnances Jeanneney: gestion « paritaire » (1/2 syndicats, 1/2 patronat)

- **Aujourd'hui, système financé de plus en plus par l'Etat (les contribuables) et géré par le patronat et l'Etat**
 - ⇒ Etatisation, perte de contrôle
 - ⇒ Brouillage des frontières Etat-sécu
- **Logique initiale** : financement en fonction des besoins
- **Logique actuelle**: adaptation des besoins en fonction du budget disponible

- **Etatisation** depuis Rocard:
 - Contribution sociale généralisée (CSG) 1991; contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) 1996. Impôts (payés par les salariés, contrôlés par l'Etat) remplacent cotisations (payées par les entreprises, contrôlées par la sécu).
 - CSG et CRDS alimentent la CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale, 1996) : 70 mds € intérêts et commissions versées aux marchés financiers entre 2014 et 2022.
<https://www.alternatives-economiques.fr/nicolas-da-silva/dette-de-secu-marches-financiers-finir-gabegie/00105695>
 - Loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 1996: gouvernement et parlement fixent budgets et taux de cotisation. Modification constitution, article 34 => pouvoir sur sécu donné au parlement, au motif que la sécu est en partie financée par des impôts...la boucle est bouclée

2. LA COTISATION, COMMENT ÇA MARCHE?

2.1. J'ai cotisé, j'ai droit: ça marche vraiment comme ça?

Défaçons-nous d'une idée reçue :

- Employeurs et employés cotisent,
- La cotisation m'est déduite de mon salaire,
- L'employeur paie plus, merci patron!
- À bas la cotisation qui me fait baisser mon salaire!

La fiche de paie nous induit en erreur : c'est de la pédagogie patronale!

Regardez ça! →

NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU	2 290,91
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et r</i>	42,69

- **En réalité, dans la comptabilité d'entreprise:**
 - Toutes les cotisations sont payées par l'entreprise avec son chiffre d'affaires (« charge », masse salariale);
 - Une cotisation en + c'est de la masse salariale en + à payer;
 - Un allègement de cotisation (salariale ou patronale) c'est de la masse salariale en moins à payer, donc du profit en plus.
- 1946: la cotisation vient **s'ajouter en plus du salaire net** (et non se déduire du brut ni réduire le net)

Les cotisations viennent du même pot (masse salariale, VA) et vont aux mêmes caisses. Il est donc absurde de distinguer salarial/patronal

COTISATION = SALAIRE SOCIALISÉ

Baisser cotisation ⇔ Baisser salaires, augmenter profits

Augmenter cotisation ⇔ Augmenter salaires, baisser profits

Exigeons à nouveau l'augmentation des cotisations!

2.2. Impôts vs. cotisations

Impôts et recettes de l'Etat 2022 (mds€)	
TVA	100
Impôt sur le revenu	90
Impôts sur les sociétés	63
Autres taxes	31
Autres impôts	28
Taxe de consommation sur les produits énergétiques	18
Amendes, etc.	10
Ressources propres de l'UE	-24
Total	317
CSG (hors budget de l'Etat)	142

Dépenses: 477. Solde: -160 mds€

Différences impôts / cotisations

2. LA COTISATION 2.2. Impôts vs. cotisations

Impôts et taxes	Cotisations
<p>Payés par les contribuables</p> <p>Assiette CSG, CRDS: tous les revenus, même les retraites</p> <p>TVA: même les sans-abris la paient</p>	<p>Payées par les entreprises</p>
<p>Salaire en moins (prélevés sur le salaire net)</p>	<p>Salaire en plus (indirect, socialisé)</p>
<p>Entièrement contrôlés par l'Etat:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assiette, taux: loi de finance - Utilisation: idem <p>=> Peuvent être détournés vers d'autres fins</p>	<p>Seulement partiellement contrôlées par l'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assiette, taux: loi de financement de la sécu - Gestion paritaire par les syndicats - Fléchées vers les caisses de sécu
<p>Redistribution limitée</p>	<p>Distribution primaire</p> <p>Font diminuer le capital au profit du travail</p>
<p>Souvent injustes (TVA; classes moyennes; optimisation)</p>	<p>Servent le plus à ceux qui n'ont rien</p>
<p>Peuvent légitimer la fortune ou le capital</p>	<p>Légitiment le commun</p>
	<p>Se passent totalement de capital et de crédit</p>
<p>Peuvent subventionner des services publics et des entreprises</p>	

2.3. La cotisation peut financer les salaires et l'investissement

- **Cotisations DU MOIS financent les prestations** (pensions, allocations, salaires) **DU MOIS**

C'est immédiat (collecte-distribution), pas différé.

C'est une socialisation d'une part de la valeur ajoutée dans un pot commun.

Permet la poursuite du salaire des retraités et chômeurs: salaire continué.

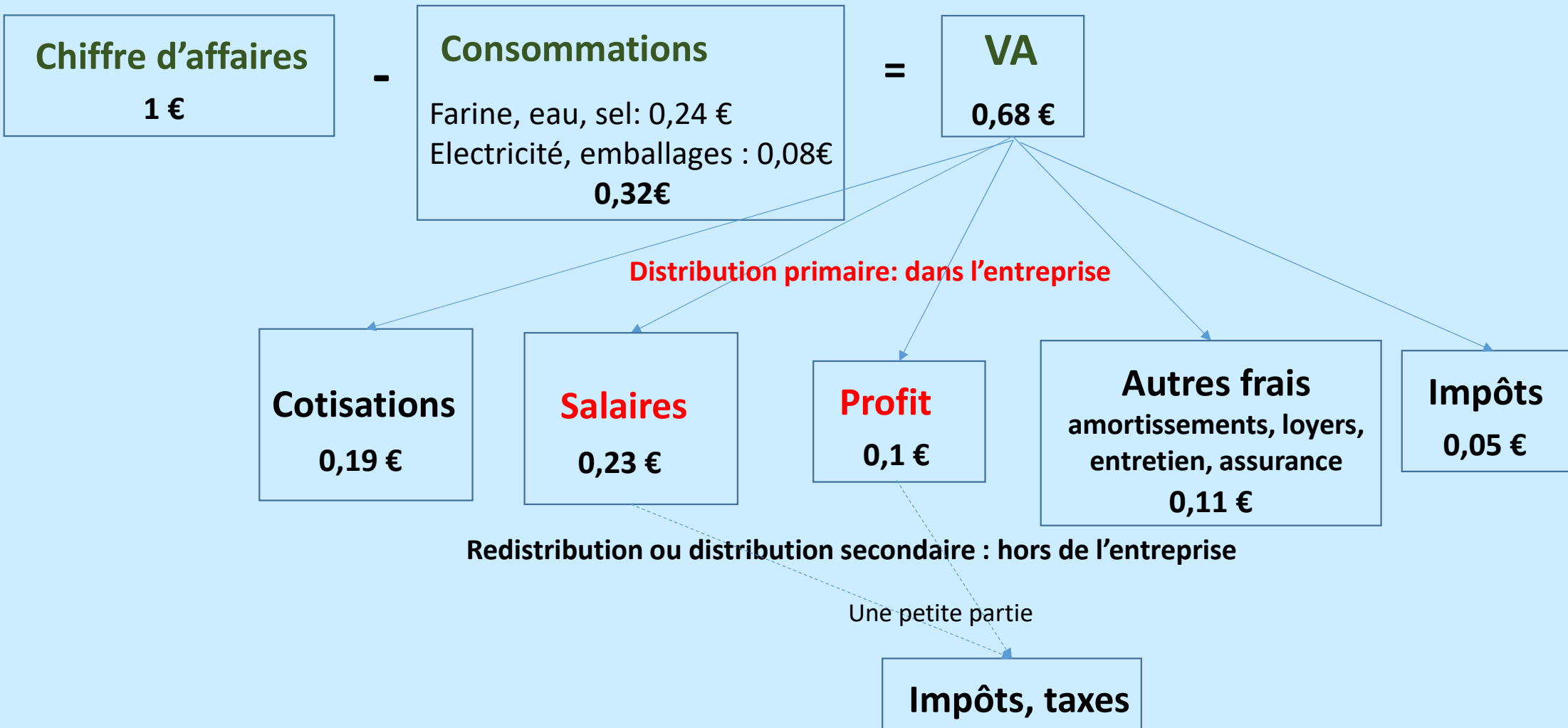
- **Pas besoin d'accumulation préalable de capital**, seulement de production de valeur ajoutée (VA).
- **Pas besoin de crédit et d'endettement** => Pas de coût du capital
- Permettrait aussi de **financer les entreprises par subvention**

Ex: assurance maladie a subventionné hôpital (construction des CHU) par cotisation (30%) sans crédit dans les années 1960 (reste: subventions Etat 40% et prêts caisses des dépôts 30%).

**COTISATION, SECU = PUISSANT OUTIL POST-CAPITALISTE POUR LE BIEN COMMUN
IL EST POSSIBLE DE NOUS APPUYER DESSUS POUR CHANGER DE SYSTEME**

3. DE LA VALEUR AJOUTÉE AU PARTAGE SALAIRES / PROFIT

3.1. Exemple de la VA d'une baguette (simplifié, fictif) dans une boulangerie



3.2. La valeur ajoutée est fondamentale aussi au niveau national

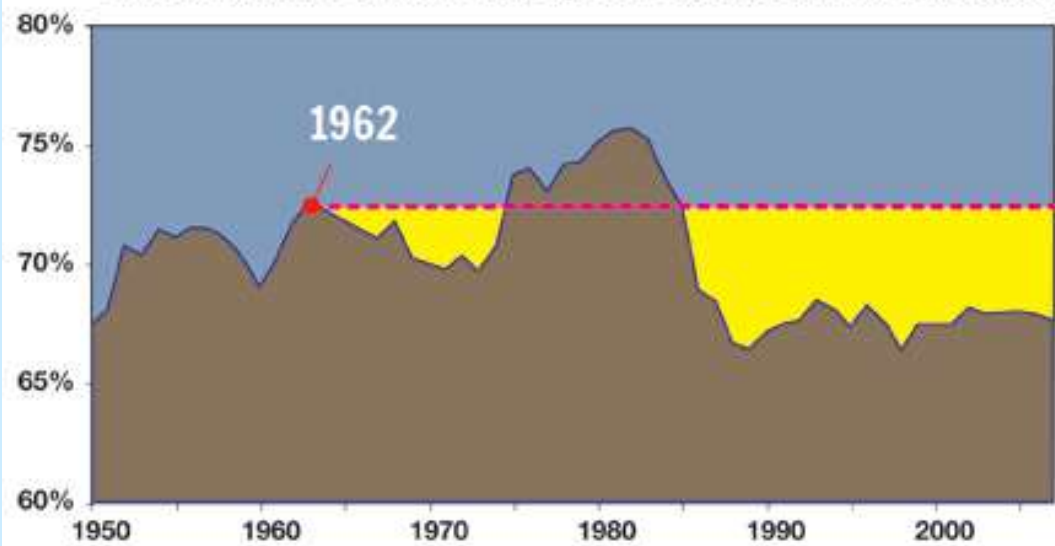
- **VA = Chiffre d'affaires – consommations intermédiaires** (achats de matière, énergie et services pour produire, charges locatives, amortissements).
- $\Sigma VA = PIB$.
- **VA distribuée en salaires, impôts, profits** = Répartition primaire. Grosso modo 1/3 profit, 2/3 salaires (ou encore 1/3 salaire socialisé, 1/3 salaire direct, 1/3 profit).

⇒ Importance politique de la distribution primaire

3. DE LA VA A LA REPARTITION SALAIRES/PROFIT

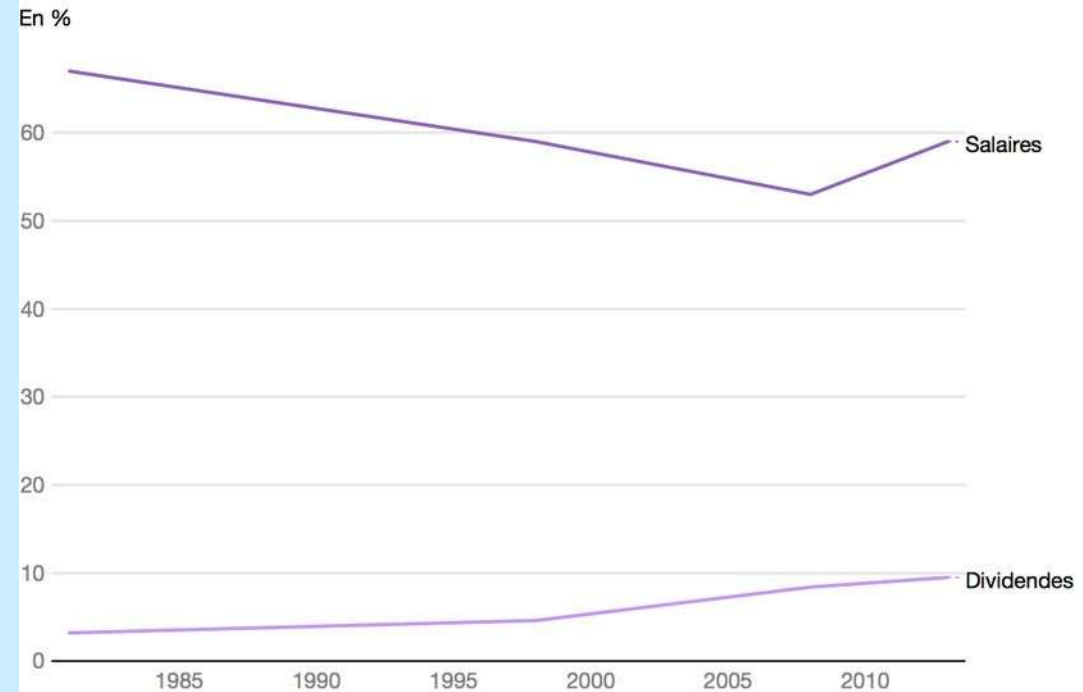
3.3. PIB ET SALAIRES/PROFIT

Part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés non financières



Source: Fakir. <https://www.fakirpresse.info/David-Pujadas-Le-debat-Tres-peu-632>

Partage de la valeur ajoutée des entreprises



Le reste de la valeur ajoutée part dans les impôts, les charges d'intérêt et l'investissement auto-financé

Source: INSEE/ France Culture

En micro comme en macro-économie, les cotisations sont comptabilisés comme du salaire!

- Grosso modo, **plus de 9% du PIB sont passés du travail au capital entre 1983 et aujourd'hui** (≈ 200 milliards € /an).

Comment?

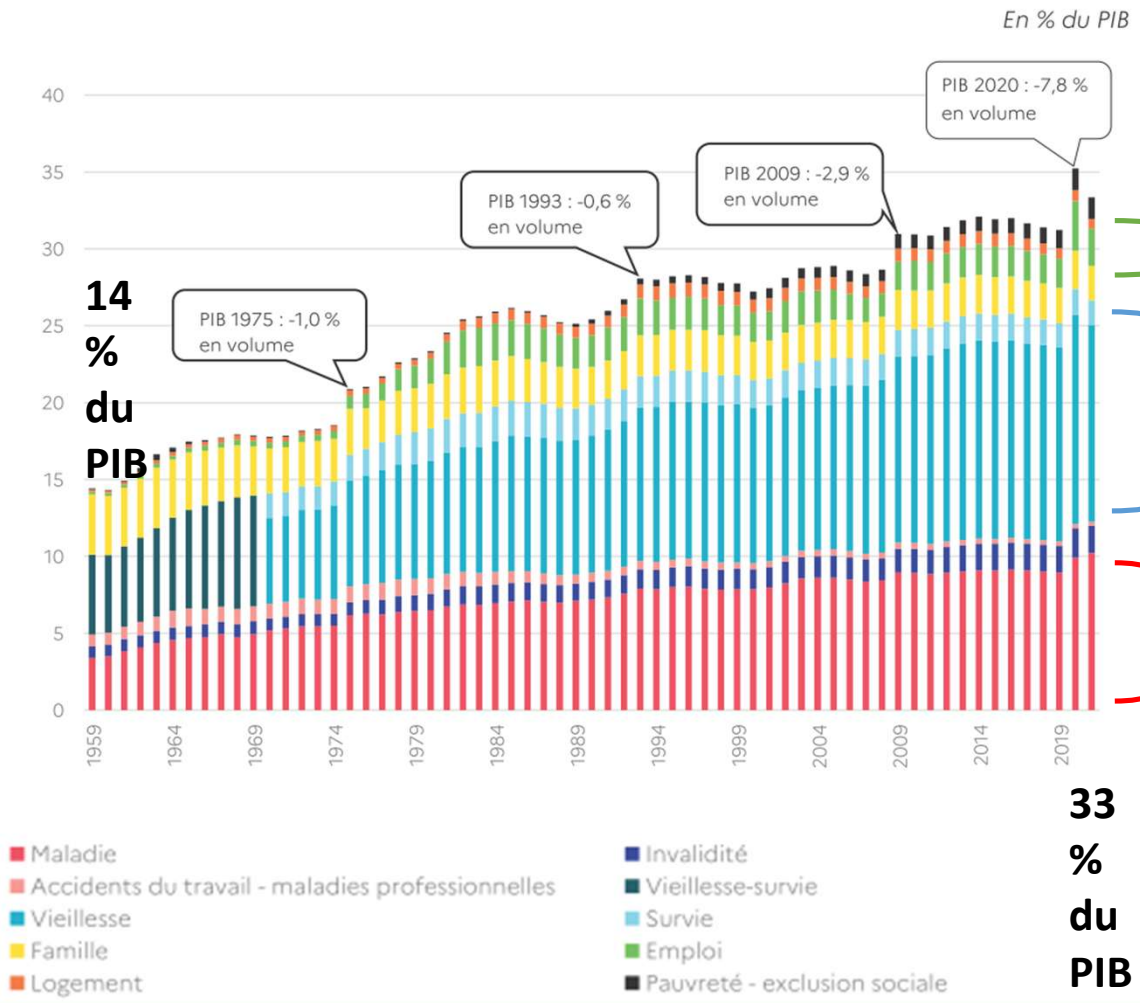
- Depuis 1979, **réduction des cotisations** (payés par les entreprises) **au profit de l'impôt** (payé lui par les salariés). Cotisations = 80% sécu en 1979, 54% en 2020. 2019: exonérations jusqu'à 2,5 SMIC. 75 mds€ en 2022.
 - Depuis 1983, **rigueur salariale**. Désindexation salaires/inflation, gel salaires.
 - **Etatisation** (diapo 12).
- Malgré cela, **la sécu représente encore plus d'un tiers de notre PIB.**

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

- **L'enjeu de la sécu, c'est la conduite de notre économie:** quelle part pour le bien commun? Quelle part pour le profit? Mais aussi: qui décide de la production économique et de la distribution de la valeur?
- **La cotisation sociale est ce qui va dans le commun** dans la valeur répartissable (vs. ce qui va dans le privé)
- La gestion de cette énorme quantité d'argent **pourrait redevenir démocratique**
- Avec la sécu reprise en main, on pourrait **étendre le commun à d'autres domaines** mais aussi **changer la pratique du travail**, qui est la seule base de la valeur économique.

Tout ne va pas mal! Illustration du modèle français

Graphique 1 Part des prestations sociales dans le PIB depuis 1959



Enjeu du salaire des
chômeurs, qui a bien grossi
depuis 1958

Révolution des retraites,
salariés à vie libres

Système de santé ayant permis
l'augmentation de l'espérance
de vie

- Vous voyez que **l'enjeu n'est pas**:
 - **la disparition de la protection sociale** en France,
 - **la capitalisation** contre la répartition,

mais bien **comment est conçue cette valeur** énorme et **sur quelles bases elle est répartie**.

- **Alors? On laisse l'Etat gérer cette manne à sa façon, donc une production bureaucratique et capitaliste au profit des 3,6 millions de millionnaires et des grandes entreprises?**
- **Ou on cherche à en reprendre le contrôle, grâce à l'extension du domaine de la cotisation, la création de nouvelles branches, et à la gestion démocratique et écologique de la sécu?**

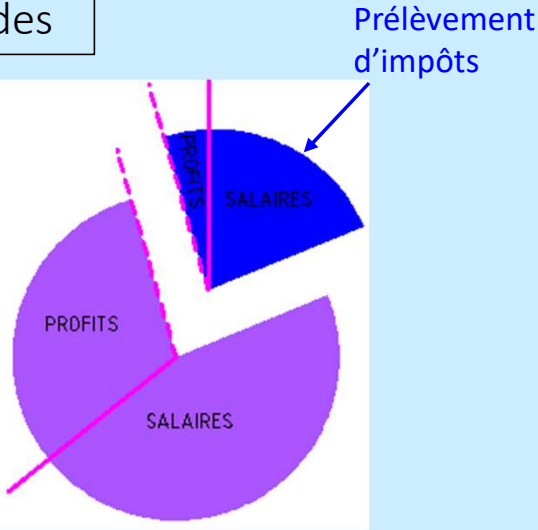
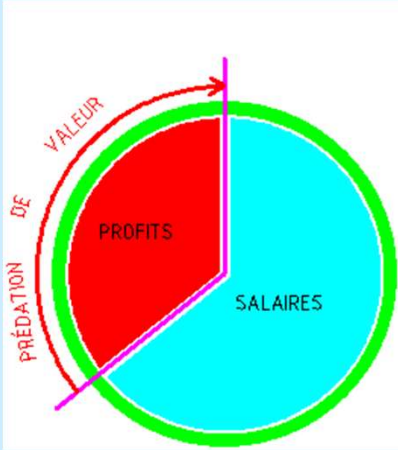
⇒ Une proposition de loi serait la bienvenue

**BONUS: résumé de la différence
cotisation / impôts par Laurent**

Deux méthodes pour financer les activités non marchandes

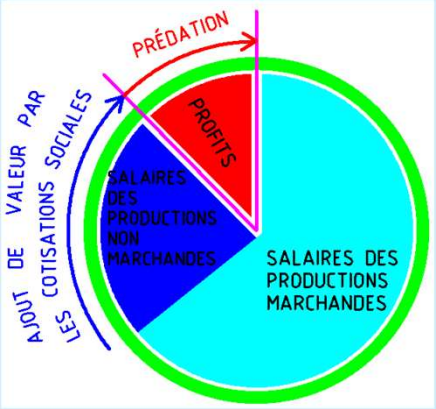
1

REDISTRIBUTION PAR L'IMPÔT :
 (hypothèse d'une socialisation de la valeur par l'impôt et les taxes uniquement)



2

DISTRIBUTION DIRECTE PAR LA COTISATION SOCIALE :
 (hypothèse d'une socialisation de la valeur par la cotisation sociale uniquement)



Pas besoin de prélever des impôts

LÉGENDE

- Valeur ajoutée créée par le travail
- Valeur des productions non marchandes
- Valeur des productions marchandes
- Ligne de partage TRAVAIL / PRÉDATION

DISTRIBUTION PRIMAIRE
 (avant redistribution par l'État)

DISTRIBUTION SECONDAIRE
 (après redistribution par l'État)

La valeur créée par le travail est une notion abstraite qui doit être mesurée pour être répartie.

C'est un des rôles de la monnaie.

La monnaie sert à mesurer la valeur et ne peut se manifester qu'à travers les échanges marchands (une monnaie ça sert à échanger des marchandises). C'est la raison pour laquelle les activités non marchandes (qui ne rapportent pas d'argent directement) ont besoin de la monnaie des activités marchandes pour être financées.

1. Dans le cadre de l'impôt, seule la valeur marchande est reconnue lors de la distribution initiale de la monnaie. L'État prend ensuite le pouvoir sur une partie de cette valeur, il en prélève une part pour la redistribuer afin de financer le travail non marchand, considéré comme non producteur de valeur.
2. Dans le cadre de la cotisation sociale, le travail non marchand est directement financé par l'activité économique, sans nécessiter l'intervention de l'État. Ce mécanisme reconnaît que le travail non marchand génère de la valeur en intégrant son financement au cœur des échanges marchands. Il met en évidence la contribution du travail non marchand à la création de la valeur des marchandises. Ainsi, nul besoin de prélever pour redistribuer : la valeur du travail non marchand est directement incorporée à celle des marchandises. Cela rend le système plus juste, car on n'a pas besoin de prendre à l'un pour donner à l'autre : **tout le monde contribue à la valeur globale.**

MERCI!

Venez à nos réunion et événements!



EMANCIPER
DÉMOCRATIE RÉELLE
&
SALAIRE À VIE

Emanciper est une association qui a pour objet la réflexion et l'action, en vue de libérer les individus, les groupes et la société des formes les plus prégnantes de domination.

Notre association vise à faire avancer la **démocratie réelle** à tous les niveaux et à faire progresser l'idée et la pratique du **Salaire à vie**.

Nos partenaires :



<http://emanciper.org/ateliers>

Contact : emanciper@riseup.net

Tel: 06 21 04 69 91

Inscrivez-vous sur notre newsletter:

<https://emanciper.org/#inscription>

Adhérer:

<https://www.helloasso.com/associations/association-emanciper/adhesions/adhesion-2024>